

(p.4) Nous sommes dans une période de recomposition politique et de reconstruction d'une nouvelle perspective d'émancipation, après les ravages du stalinisme et du réformisme social-démocrate. Cela suppose de faire la synthèse du meilleur des différentes traditions du mouvement ouvrier, communiste, socialiste, écologiste, républicain, des apports issus des luttes sociales et politiques, des mouvements féministes et pour l'égalité des droits, et de l'ensemble des progrès sociaux et culturels qui ont émergé.

(p. 17) **Défense des biens publics et citoyenneté dans l'entreprise, inséparables d'une extension de la démocratie**

Devant la financiarisation de l'économie et le sauvetage des banques qui accentuent les dettes des États (...) pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs ?

Question qui s'exprime aussi bien dans les luttes pour l'émancipation que dans la défense des « biens communs » par une logique de « service public » (...).

Déjà aujourd'hui, de grands enjeux économiques sont perçus comme devant relever du « bien commun » par une majorité de la population et ne devant pas être soumis à la logique du marché (...). La gestion de l'eau, l'énergie, les transports, la santé, l'école, ne peuvent être soumis à la loi du marché et au règne de la concurrence.

Notre projet est la construction d'une société où les échanges comme la production des biens et des services sont essentiellement assurés par des services publics (territoriaux, nationaux, européens et internationaux), des entreprises publiques, des coopératives autogérées et toute autre forme d'appropriation sociale de la production. L'enjeu est de transformer en profondeur la conception des services publics, pour que l'usager ne soit pas seulement entendu, mais soit partie prenante des décisions, du fonctionnement et de leur évolution.

La place et le rôle des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s d'une part, des citoyen-ne-s, du suffrage universel et des élu-e-s d'autre part, des usager-e-s/consommateurs-trices et de leur représentant-e-s enfin, doit faire l'objet d'une discussion différenciée en fonction des productions et des niveaux considérés. Cela ne peut se séparer des discussions pour une Constituante et une nouvelle république.

La lutte pour la création de nouveaux services publics, la défense des monopoles publics contre les mises en concurrence et les privatisations s'inscrivent ainsi dans un double objectif : la défense des services publics comme instruments d'égalité, et la promotion d'entreprises et de services qui, même avec bien des imperfections structurelles, représentent des modèles de production alternatifs au modèle de l'entreprise capitaliste et de l'artisanat.

Des batailles politiques sont menées, portées par le mouvement syndical et, associatif, pour faire reconnaître des besoins nouveaux qui émergent et qui doivent relever d'une extension des services publics, par exemple la question de la prise en charge de la petite enfance, de la perte d'autonomie, du logement.

Faire prévaloir la coopération et la recherche du bien commun sur la concurrence et la course au profit nécessite ainsi d'envisager l'extension de la démocratie et de la citoyenneté comme le cœur de la démarche transitoire à développer. Il s'agit de faire éclater la barrière entre « citoyen » et « salarié », faire rentrer la citoyenneté dans le

monde de l'entreprise, donner de nouveaux droits aux salariés, renforcer et développer le pouvoir de décision et de contrôle des salarié-e-s et les prérogatives des représentant-e-s du personnel, droit de veto des salarié-e-s et/ou de leur représentant-e-s sur les licenciements et les « plans sociaux », ouverture des livres de compte et accès à l'ensemble des informations nécessaires...). Ces exigences sont inséparables de l'affirmation du droit des citoyen-ne-s et des élu-e-s à prendre part aux processus de décisions sur les questions stratégiques concernant la production et ses finalités. L'enjeu profond de la rupture avec le capitalisme est le développement d'une véritable démocratie sociale et politique au sein du monde l'entreprise, pour en finir avec ce « despotisme d'usine » dont parlait Marx qui détourne les énergies et l'intelligence productive de millions de salariés, d'ingénieurs, de techniciens de la progression du bien commun.

Temps libéré et nouveaux droits sociaux : l'amorce de sortie du système capitaliste

Toute l'histoire du mouvement ouvrier est marquée de références dont la suivante reste à écrire. En 1865, parce que la lutte pour l'abolition de l'esclavage avait abouti, les ouvriers américains ont lancé la revendication de « la journée de huit heures », devenu le mot d'ordre de toute l'AIT (Association internationale des travailleurs). Dans les années trente, l'unité s'est faite pour « la semaine des 40h ». Le temps d'étude des jeunes et de vie à la retraite sont des avancées du 20e siècle.

(...) Rappelons l'autre repère. « Chacun a droit » dans notre société à une activité utile et aux revenus correspondants. Dans le Préambule de la Constitution actuelle, en continuité du Programme du CNR et des exigences de la Révolution de février 1848, ce droit fait partie de la définition de notre démocratie.

Ce principe du droit au travail ou à des revenus correspondants doit retrouver sa place dans nos combats politiques, culturels, revendicatifs : un axe des « mesures d'urgence » à l'horizon d'émancipation. Ce droit à ne pas « être de trop » dans la société doit être reconnu à toutes et tous (...) respect des individus, de leur diversité, de leur liberté.

Cette question trouve une actualité dans des revendications syndicales que nous devons soutenir: la sécurité sociale professionnelle comme le droit à la formation tout au long de la vie ; et pour les jeunes le droit à des revenus garantissant leur autonomie dès la fin de la scolarité obligatoire. Ces normes nouvelles concernent tous les salarié·es, comme le plus grand nombre des artisans, des scops et des agriculteurs. Juste droit politique, il crée des garanties pour tous les individus.

Ce serait certainement un pas hors de la logique capitaliste, à l'opposé de la remise en cause du salariat par les capitalistes actuels. Mais sans cet horizon il n'y a pas de transformation sociale possible. Cette option défend le droit de toutes et tous à une existence dégagée de l'angoisse de la précarisation. Elle autorise aussi à affirmer que la libre activité de chaque être humain est la condition de l'enrichissement de tous et toutes.

Sans une telle démarche politique, la bourgeoisie est maîtresse du temps.

Le chômage et la précarisation, notamment à l'encontre des femmes et des jeunes, en sont le résultat (...). Une part de la plus-value créée par le travail, actuellement appropriée et détournée par le patronat, devrait servir à financer ce redéploiement de l'organisation du travail et permettre le droit à une pleine activité.

(p 19) **2-6 Le monde que nous voulons**

Aujourd'hui, l'immense bond de la productivité du travail, conjugué au va et vient travail/« hors travail » et au dépassement des conceptions productivistes permettent une réduction importante de la durée du temps passé en entreprise et que toutes et tous aient un emploi. Il ne s'agit donc pas d'« utopie » mais de nécessité brûlante. Une avancée dans les pays d'Europe aurait une portée mondiale. Ainsi, les exigences liées au travail, à l'environnement, à la protection sociale, à la culture, pourraient se discuter démocratiquement.

Une démocratie qui remet en cause la propriété privée des moyens de production.

Sans une rupture avec les institutions et les logiques marchandes, il serait illusoire de parler de « socialiser ». Sans une extension maximale d'une démocratie à tous les niveaux, il serait illusoire de parler d'un nouveau mode de gestion de la société et de pouvoir. Il ne serait pas possible de décider quoi et comment produire, ni de défendre les biens publics ni de développer une transition écologique.

Une véritable alternative de sortie du capitalisme suppose de réaffirmer le projet de déposséder la minorité des principaux moyens de production et d'échanges qu'elle détient, d'abolir la propriété lucrative. Cette appropriation publique et sociale par l'ensemble de la population nécessite de planifier la production et les étapes de la reconfiguration de celle-ci, le marché n'étant plus utilisé que comme un instrument second et subordonné. Elle suppose une réduction radicale des inégalités de revenus et des patrimoines.

Changer le travail pose la question de savoir qui décide et en fonction de quels critères : c'est bel et bien la question de la propriété et du pouvoir dans les entreprises qui se trouvent posée.

Toutefois, en rester à la seule question de la propriété, absolument incontournable, sans promouvoir des processus démocratiques de décision, conduirait à reproduire des impasses étatiques et les logiques de domination et de « caporalisation », en contradiction avec la visée d'une révolution démocratique. La planification comme certains mécanismes de marché doivent être des moyens, de délibération collective et au service d'une société qui permette la satisfaction de besoins de chacun, l'épanouissement collectif et individuel et la maîtrise par l'humanité de sa vie commune et des rapports à la nature.

Affirmer la perspective de la rupture.

Une révolution citoyenne, sociale et démocratique passe par l'instauration de nouvelles institutions par le biais d'une Assemblée Constituante et de la fondation d'une VIe République démocratique et sociale (...).

Nous visons l'avènement de gouvernements rompant avec la logique capitaliste et engageant une transformation profonde des rapports sociaux, sans se laisser enfermer dans l'Etat tel qu'il est ; pas seulement changer l'Etat, mais changer d'Etat.

(p11) **2-2 L'écologie, au cœur de notre projet de société**

Les changements nécessaires sont aussi bien des conversions des structures (des techniques de production, de l'économie, de la ville, etc), que des modes de vie et des valeurs.

Articuler les dimensions sociales et Ecologiques

(p. 12) Remettre en cause les bases du capitalisme et du productivisme

Plus généralement, les productions énergétiques, industrielles, agricoles, façonnées par et pour le capitalisme, doivent être complètement réorganisées, et une large relocalisation des activités engagée, impliquant une réduction des échanges de marchandises et la conquête de la souveraineté alimentaire sur tous les continents. Cela passe par une autre vision de l'aménagement du territoire tel qu'il a été mené depuis les années 1950 et une nouvelle façon de penser la ville.

Démocratie directe, autogestion et participation des citoyens et des salariés

Les choix environnementaux ne peuvent être réalisés sans une intervention directe et un contrôle permanent des populations, des salariés producteurs et consommateurs, des citoyens qui élisent leurs représentants à tous les niveaux. Nous devons dans nos programmes articuler les urgences immédiates et ce que nous imaginons pour la société future. Dans nos batailles quotidiennes nous devons proposer non seulement des éléments qui soient crédibles et acceptables par les populations mais qui puissent être ferments d'émancipation populaire. Les expérimentations déjà vivantes (coopératives, Amap, éco-hameaux, zones de gratuité, gestions publiques décentralisées etc.) nous apparaissent comme des « déjà-là » ou « gisements », des « pépites » du communisme écologiste qu'il faut soutenir et développer.

La planification écologique que nous défendons est d'abord démocratique. Elle suppose que les populations aient la maîtrise de l'information et de la prise de décision. Le pouvoir de décider passe dans ce domaine complexe par l'appropriation des savoirs, une réappropriation sociale et citoyenne des orientations de la science, une approche critique de la technique qui rompe avec le scientisme. Par exemple la transition énergétique ne peut être engagée sans un grand débat démocratique remettant à plat les choix énergétiques et la sortie ou non du nucléaire. De la même manière les politiques d'aménagement du territoire et de «grands travaux ».

(...) Une démocratie écologique ne peut s'arrêter à la porte des lieux de production : de plus en plus de salariés résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La transition écologique ne se fera pas sans eux. Toutes les pratiques autogestionnaires et de contrôle populaire, appuyées sur les mobilisations sociales, les expériences collectives de productions alternatives, en lien avec usagers, consommateurs et citoyens, sont les axes fondamentaux pour penser une «planification écologique». Les développements de l'économie solidaire – qui doit se garder de la récupération marchande - font partie de ce mouvement.

Dans les villes et campagnes l'action collective contre les grands projets inutiles et imposés - NDDL, certaines lignes TGV, etc.- pour résister à la destruction de l'environnement est également essentielle.

Cette prise en compte centrale de l'écologie est un élément nouveau et indispensable au programme de tout gouvernement d'une gauche (...) digne de ce nom qui s'appuierait sur la mobilisation sociale pour sortir de la crise par des mesures anticapitalistes et écologistes.